

Le Quatrième Plenum du Comité Exécutif International

DU 10 au 19 septembre 1947 s'est réuni le quatrième Plénum du Comité exécutif international de la IV^e Internationale.

Plusieurs questions ont été inscrites à son ordre du jour, parmi lesquelles un rapport sur la préparation du Congrès mondial, un rapport politique sur la situation économique et politique internationale, un rapport sur la politique du P. C. I. français, un rapport sur la situation et les tâches du R. C. P. anglais, un rapport sur la politique du

Le C. E. I., dans son quatrième Plénum de septembre 1947, réapprouve les résolutions adoptées lors des Plénums d'octobre 1946 et de mars 1947 concernant la préparation et la tenue du Congrès mondial...

Le C. E. I., considérant que la préparation du Congrès mondial risque d'être gravement compromise par la situation financière critique dans laquelle se trouve actuellement le S. I., les cotisations des quelques sections qui contribuent au travail international s'avérant insuffisantes pour l'accomplissement de cette tâche, décide de faire appel à toutes les sections de l'Internationale et à toutes les organisations se réclamant de la IV^e Internationale qui veulent participer au Congrès mondial pour qu'un fonds d'un minimum d'un million de francs soit collecté d'ici la fin de l'année, destiné à couvrir les frais de la préparation et de la tenue du Congrès mondial.

Le C. E. I. prévient que le S. I. s'efforcera de publier tous les documents relatifs à la discussion préparatoire au Congrès mondial qui lui parviendront le plus tard au 15 novembre. Pour les documents qui lui seront soumis ensuite, le S. I. décide de les publier dans l'ordre suivant : 1° les contre-propositions qui seront soumises au vote ;

P. O. C. italien. Pour la première fois depuis la constitution du C. E. I., deux camarades représentant le mouvement trotskyste des Indes et le mouvement trotskyste d'Indochine assisteront à ses travaux.

Toutes les résolutions et motions votées par le Plénum ont été éditées en français, en anglais et en espagnol, et envoyées aux sections intéressées.

Nous publions ci-dessous des extraits de la résolution votée sur la préparation du Congrès mondial de la IV^e Internationale.

2° dans l'ordre de leur arrivée au S. I., et dans la mesure des possibilités pratiques, les articles de discussion.

En ce qui concerne l'ordre du jour du Congrès mondial, le C. E. I. retient pour le moment les questions suivantes :

a) Rapport sur l'activité et la politique de l'Internationale durant la guerre et jusqu'au Congrès mondial (avec référence spéciale à la question nationale) ;

b) Rapport sur la situation économique et politique internationale et les tâches ;

c) Rapport sur la question de l'U. R. S. S. et du stalinisme ;

d) Rapport sur la question coloniale ;

e) Statuts de l'Internationale.

Tous les rapports seront suivis de résolutions résumant leurs principaux points et qui seront soumises au vote du Congrès.

Le C. E. I. souhaite, d'autre part, que les programmes d'action d'une série de sections soient également soumis à la discussion internationale, pour mieux marquer l'orientation du Congrès mondial vers la transformation des sections de la IV^e Internationale en des organisations faisant un réel travail de masses.

LES LUTTES OUVRIÈRES

Le fait dominant de la situation politique en France reste constitué par les luttes ouvrières. Les palabres ministérielles, les discours de de Gaulle, les élections municipales elles-mêmes, les controverses pour et contre l'Amérique, tout cela est surplombé par des grèves qui éclatent d'un bout à l'autre du pays, d'une industrie à une autre.

Deux raisons essentielles se trouvent à l'origine de tous les mouvements : les salaires qui ne parviennent pas à suivre la montée des prix en raison de l'inflation grandissante, le ravitaillement de plus en plus déplorable (rations de pain insuffisantes, viande rare et chère, etc.). Une nouvelle menace pèse sur les travailleurs à la suite des mesures annoncées par le chef du gouvernement pour lutter contre l'inflation : c'est le chômage par suite de l'arrêt du financement par l'Etat de nombreux travaux de reconstruction. L'Etat n'a presque plus de devises et son stock d'or est tombé si bas que, s'il n'a pas à très bref délai une aide américaine, ce sera la paralysie par suite de l'arrêt des importations de matières premières en même temps que la famine par suite de l'arrêt des importations de blé.

Dans cette situation, les travailleurs réagissent de plus en plus par l'arme de la grève. Les statistiques officielles manquent de précision, les unes parlent de 7 millions de journées de grève, les autres de 10 millions ; les services de statistiques français défectueux d'une manière générale le sont tout particulièrement dans ce domaine. Nous donnerons à la fin de cette note un tableau des chiffres publiés par l'Institut national de la statistique. Il y a lieu de se rappeler que ces chiffres excluent les grèves dans les administrations publiques, car celles-ci ne dépendent pas de l'Inspection du travail dont les services enregistrent les conflits ouvriers. Mais un bref aperçu du développement des mouvements est très significatif :

1946-janvier : rotativistes ; août : postiers ; septembre : fonctionnaires des finances.

1947-janvier : presse ; février-mars : premières grèves dans la métallurgie parisienne ; avril : blanchisseurs ; 25 avril : grève Renault ; mai à juillet : minotiers, boulangers, gaz, électricité, cheminots, mineurs, bâtiment, métallurgie, services publics, employés de banque... ; août : travailleurs agricoles, manifestation de fonctionnaires ; septembre : prix uniques, arsenal de Brest, métallurgie et produits chimiques de province ; octobre : services météorologiques, transports de la région parisienne.

Cette liste, certainement incomplète, ne fait que donner une idée du développement du mouvement, parti des couches périphériques de la classe ouvrière, en général là où le poids stalinien était le plus faible, se dirigeant vers les couches centrales de la métallurgie parisienne et retournant aux couches les plus larges de tout le prolétariat.

Au moment où nous écrivons cette note, la grève des transports parisiens est totale, et l'effervescence s'étend à toute une série de corporations, à la marine marchande et aux fonctionnaires.

Jusqu'au printemps de 1947, on avait assisté à plusieurs séries de petits mouvements ; depuis la grève Renault ce sont de fortes vagues qui viennent déferler et le flux ne cesse un moment que pour reprendre avec plus de vigueur.

Où va ce mouvement ? Et tout d'abord où les organisations ouvrières le mènent-elles ?

Le P. S. est déchiqueté entre ce qui lui reste de militants ouvriers qui veulent rester fidèles à leur classe et ses ministres qui prétendent briser les grèves et qui d'ailleurs ne montrent que leur malaisance et leur impuissance dans ce domaine comme dans les autres.

La politique stalinienne est comme toujours beaucoup plus complexe et la grève des transports parisiens vient apporter un exemple supplémentaire. Le mouvement avait été déclenché dans le métro par un syndicat autonome, celui des conducteurs de rame — qui groupe 1.200 membres sur les 1.700 travailleurs de cette catégorie. Le syndicat cégétiste du métro s'était prononcé contre la grève et « l'Humanité » avait violemment dénoncé comme « agents des Américains » les dirigeants du syndicat autonome. Mais, par leur position stratégique dans le fonctionnement de ce service, ils avaient pu désorganiser le trafic et stimuler la combativité de toute la corporation. Les stalinien furent renoncer à jouer le rôle de jaunes et ont généralisé le mouvement pour en prendre la direction. Maintenant ils tournent leurs feux contre le gouvernement et affectent d'ignorer les autonomes.

N'avaient-ils rien appris depuis la grève Renault ? Nous croyons qu'il s'est agi pour eux tout d'abord d'une opération de torpillage du syndicat autonome, plutôt que d'une opposition contre la grève comme au temps où ils avaient des représentants au gouvernement et où ils prônaient la production et le blocage des salaires.

Dans un récent ordre du jour, le bu-